

La Marseillaise

M Les citoyens évaluent les actions pour un air plus sain

La campagne de recrutement du collège citoyen du dispositif Réponses, créé en 2019 pour améliorer la qualité de l'air et lutter contre le réchauffement climatique, est ouverte jusqu'au 7 novembre.

ALICE MAGAR / MARTIGUES / 21/10/2025 | 07H10



Le collège citoyen n'accepte pas les personnes qui exercent un mandat électoral ou associatif dans une organisation environnementale.
PHOTO A.M.

Ce n'est plus un panel, c'est un collège. « *On a donné plus de pouvoirs aux citoyens* », explique Gwenaëlle Hourdin, présidente du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) Paca. Mais le principe reste le même : le dispositif Réponses, créé en 2019 pour améliorer la qualité de l'air, lance sa campagne de recrutement ouverte à tous les habitants des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre volontaires pour participer à l'évaluation des actions menées sur le territoire en réponse aux préoccupations et aux attentes exprimées par les riverains. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 7 novembre. Aucune connaissance spécifique n'est requise pour intégrer la démarche.

Le rôle de cet organe est multiple : émettre un avis qui sera rendu public sur les actions menées pour lutter contre la pollution de l'air et les gaz à effet de serre et participer à une journée d'échange et d'évaluation collective qui se tiendra cette année le 15 novembre à Martigues.

Restaurer le lien de confiance

Membre de ce panel, devenu collègue, depuis sa création en 2019, Myriam* détaille : « *On peut aussi participer à d'autres activités, comme retravailler les fiches bilan du dispositif pour améliorer leur visibilité et les rendre plus pertinentes, mais c'est au libre choix des gens. C'est assez souple, on investit le temps qu'on peut donner.* »

À l'heure où les projets de décarbonation se multiplient sur le territoire, le dispositif joue un rôle crucial. « *Il y a cette forme d'acculturation à la question industrielle, on est sortis du manichéisme qui voudrait que les entreprises soient toutes pourries, affirme Gwenaëlle Hourdin. Les citoyens sont plus fins, plus critiques, plus aiguisés. Du côté des usines aussi, on sent une plus grande volonté de transparence.* »

Myriam en est persuadée : le dispositif Réponses participe à restaurer le lien de confiance entre le monde économique et les habitants du territoire. « *Avec la création de cet espace, il y a un meilleur dialogue et on sent que la réticence qu'il pouvait y avoir de part et d'autre s'estompe.* » Quant à l'avenir industriel de Fos-Berre, « *c'est évident que la démarche a un rôle à jouer pour l'acceptabilité des projets* » au-delà du débat de zone mené sous l'égide de la Commission nationale du débat public, au même titre que d'autres organes de concertation « *comme l'institut éco-citoyen ou le Lab territorial* », poursuit l'habitante de Saint-Mitre-les-Remparts.

* Le prénom a été modifié